53^e session du Conseil des Droits de l'Homme

Point 4 – Dialogue interactif sur le compte rendu oral de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République islamique l'Iran

Intervention du Luxembourg

Genève, le 5 juillet 2023

Monsieur le Vice-Président,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration présentée par l'Union européenne. Nous remercions la Mission d'établissement des faits pour son rapport oral et exprimons notre plein soutien à son mandat. Nous appelons les autorités iraniennes à collaborer pleinement avec elle et à lui permettre un accès sans entraves.

Ma délégation est profondément préoccupée par la gravité et l'ampleur des violations des droits humains qui continuent à être commises par les autorités iraniennes en répression des manifestations qui ont suivi le meurtre de Jina Mahsa Amini.

La stratégie du gouvernement iranien visant à préserver le *statu quo* à tout prix semble reposer sur la discrimination institutionnalisée des femmes et les filles, et des minorités ethniques et religieuses. Cette approche mène à la détérioration continue de la situation des droits humains dans le pays. Nous condamnons fermement les exécutions de manifestants condamnés au moyen d'aveux obtenus sous la torture, de même que le recours aux arrestations massives et à la violence sexuelle et fondée sur le genre. Les allégations d'attaques au poison contre des écoles de filles nous préoccupent gravement.

En l'absence de mécanismes de justice et de responsabilité nationaux indépendants, la mission d'établissement des faits joue un rôle indispensable pour mettre fin à l'impunité qui entoure ces actes et encourage leur répétition.

Mesdames les expertes,

Quelles sont les mesures de prévention, de protection et de réparation les plus urgentes à mettre en œuvre pour lutter contre l'impunité généralisée et pour assurer la justice pour les victimes ?

Je vous remercie.